



Depuis des semaines nos sections syndicales sont engagées dans le combat pour le retrait du projet de loi El Khomri de destruction du code du travail.

**La DGFIP est aujourd'hui l'objet d'attaques majeures qui relèvent de la même politique que celle qui sous-tend la loi El Khomri.**

La DGFIP, à l'instar d'autres secteurs déjà engagés dans l'action, y compris sur des problématiques qui leur sont propres, ne peut pas rester en dehors de ce combat alors que le gouvernement tente à nouveau de s'imposer par le 49-3 au mépris de toute démocratie et contre l'avis de la très grande majorité de la population.

La DGFIP a perdu 35 000 emplois depuis 2002 (dans le 92 : 471 depuis 2009) et subit des coupes budgétaires drastiques. Le sous-effectif est permanent. **Les missions sont sacrifiées, les agents spoliés et méprisés.**

Manuel Valls a demandé aux ministères de procéder à **de nouvelles suppressions** en 2017 en moyenne à hauteur de 2% des effectifs. Sachant que les ministères sécuritaires vont voir leurs effectifs augmenter, combien de milliers d'emplois vont-ils encore être supprimés en 2017 à la DGFIP pour participer activement à l'objectif moyen de 2% ?

Le DG vient de mettre en ligne sur Ulysse ses « **lignes directrices** » : une véritable déclaration de guerre contre notre administration, son réseau et ses agents : tout numérique, contraction du réseau, fermeture des accueils, pôles interrégionaux, mobilité forcée contre les garanties statutaires (application de PPCR), vérification de comptabilité depuis le bureau, retenue à la source qui prépare des milliers de suppressions d'emplois, instauration de règles de gestion à deux vitesses en distinguant les agents anciens et ceux nouvellement recrutés.

Les promotions sont en baisse drastique ; pour l'immense majorité du personnel le net au bas de la fiche de paye baisse alors que les exigences au travail ne cessent de croître.

**Ensemble disons :**

**Oui à la création d'emplois pour assurer un service public de qualité et de proximité, oui à la conservation et à l'amélioration de nos statuts, oui à un salaire décent pour relancer la consommation et vivre dignement !**

**Ensemble exigeons que cessent les suppressions d'emplois, exigeons que les postes vacants soient pourvus et que s'arrêtent les restructurations ! Ensemble levons-nous pour défendre nos statuts et nos droits !**

**Dans le 92** les projets de la direction sont à l'avenant : réduction du nombre de RAN pour favoriser les suppressions de services et de sites et imposer la mobilité, bornes CAF dans les accueils, suppression de la RF d'Antony, de la trésorerie de Levallois, du SIE de La Défense, démantèlement des CDIF de Sèvres et Nanterre, fusion des SPF et pôles enregistrement. Tous nos services sont déjà confrontés aux plus grandes difficultés. Au passage, gardons en mémoire que le régime indemnitaire spécifique SPF est supprimé et que tous les services connaissent un sous-effectif endémique...

En métropole et en outre-mer **à la DGFIP des grèves et blocages se développent** : Pyrénées-Orientales (3ème semaine de grève), Aude, Gard, Hautes-Pyrénées, Guadeloupe, Var...

L'exaspération grandit et le goût amer de la trahison se fait sentir dans les services en souffrance.

L'actualité (cf. les routiers) démontre que c'est en étant groupés dans l'unité que le mouvement est possible et conduit à des résultats.

Plus que jamais, il est nécessaire de se faire entendre, **regroupons-nous tous ensemble pour combattre et gagner !**

**Dans le cadre de la journée nationale d'action du 2 juin**, les sections syndicales du 92 appellent tous les agents à établir sur chaque site, dans chaque service leurs revendications et à constituer des délégations qui se retrouveront le 2 juin à 9 heures à la direction pour être reçues en audience collective.

**Ensemble établissons partout nos revendications  
et portons les en délégation le 2 juin à la direction !**

**TOUS EN GREVE ET A LA DIRECTION LE JEUDI 2 JUIN !**

(Un préavis national de grève est déposé pour cette date)

**Rendez-vous à 9 heures au Centre administratif départemental 12ème étage à Nanterre.**